

## **SESSIONI URDINARIA DI U 2018**

### **RIUNIONI DI U 31 D'UTTROVI**

**N° 2018 / 11**

#### **QUISTIONI URALE DIPUSITATA DA JULIE ANDREANI À nomu di u gruppu « A Ghjuventù di u Centru Drittu »**

#### **Ughjettu : La situation de la clinique de l'Ospedale :**

Merci Monsieur le Président de l'Assemblée. C'est à vous que ma question orale s'adresse.

Je souhaite attirer votre attention sur la situation financière dramatique de l'établissement de santé de la clinique de l'Ospedale à Porto-Vecchio.

L'ARS (Agence Régionale de Santé) doit à la clinique 2M d'euro. Cette somme correspond au paiement pour les trois derniers exercices du service public assuré depuis 1998 par la clinique, à savoir les services des urgences et de la maternité.

Cette dette n'a donc cessé de se creuser depuis 2015. Elle n'est pas contestée par l'Etat et son calcul a été validé par trois audits successifs diligentés par l'ARS. Le directeur de l'ARS regrette même de ne pas être en mesure de régler cette dette aujourd'hui. L'établissement s'est aujourd'hui rapproché du tribunal de commerce en vue de solliciter sa protection si sa trésorerie devait ne pas être abondé rapidement par le versement des millions d'euro dus. L'heure est donc particulièrement grave car faute de réaction de l'Etat, la clinique est condamnée à cesser son activité à court terme.

Porto-Vecchio et son territoire représente plus de 25 000 habitants et pendant la période estivale une population de 150 000 personnes. Comment peut-on imaginer la troisième ville de Corse ne disposant pas d'un service d'urgence qui assure une activité équivalente à 60% de l'activité des urgences de l'hôpital de Bastia? Comment pensez que ce territoire puisse se développer, ceux qui y vivent y travailler ou vieillir avec cette épée de Damoclès sanitaire au-dessus de la tête?

Permettez-moi Monsieur le Président un petit rappel de droit constitutionnel que l'article 11 du préambule de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République du 27 octobre 1946 que nous avons conservé, « garantie à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection à la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. »

C'est pour cela que la Ghjuventù di u Centru Drittu attend de votre part Messieurs les en vos qualités respectives de Président de l'Exécutif et de l'Assemblée de Corse d'appuyer de tout votre poids les initiatives qui ont été prises récemment par les élus de la microrégion afin que l'Etat mette tout en œuvre pour dégager une solution qui réponde à l'urgence de la situation.